

Épreuve composée : Economie du développement durable.

Mobilisation des connaissances.

1) Quelles sont les relations entre le capital naturel et la croissance économique ?

Le capital naturel est une condition nécessaire, mais pas suffisante de la croissance.

2) Comment l'intervention des pouvoirs publics contribue-t-elle au développement durable ?

Présenter les trois instruments d'intervention des pouvoirs publics : taxation, réglementation, marché de quotas d'émissions.

Étude d'un document.

	Classement empreinte écologique rang sur 124 pays	Classement IDH rang sur 169 pays	Classement PIB/habitant rang sur 184 pays
Haïti	1	145	168
République Démocratique du Congo	2	168	183
Pakistan	3	125	134
Inde	4	119	127
Sierra Leone	5	158	176
France	102	14	27
Canada	114	8	14
Royaume-Uni	116	26	23
États-Unis	122	4	9
Émirats Arabes Unis	124	32	5

Source : PNUD, 2011.

<http://hdr.undp.org/fr/donnees/construire/>

Après avoir présenté le document vous caractériserez les relations entre croissance et développement durable ?

1 point pour la présentation du document (source + définition de PIB, empreinte écologique, et IDH)

empreinte écologique = aspect écologique du développement durable.

IDH = aspect social du développement durable.

PIB = aspect économique du développement durable.

Idée générale la croissance n'entraîne pas nécessairement le développement et la préservation de l'environnement.

Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire.

Une croissance durable dans un monde aux ressources naturelles limitées est-elle possible ?

Document 1 : Évolution des réserves d'énergies fossiles et de leurs prix.

	1989	1999	2009
Milliards de barils de pétrole	1006,4	1085,6	1333,1

Prix du baril en \$	18,23	17,97	61,67
Trillions de m3 de gaz naturel	122,4	148,55	187,49
Prix du million de btu ¹ en \$	3,28	3,14	9,06

BP, Statistical review of world energy, juin 2010.

Document 2 : Entretien avec Fatih Birol, chef économiste de l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE)

Antoine Reverchon journaliste au Monde de l'Économie : *Dans son rapport annuel « World Energy Outlook » publié le 9 novembre [2011], l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) a recensé l'ensemble des investissements en matière d'extraction d'énergies fossiles. Qu'en concluez-vous ?*

Fatih Birol : Que si l'on brûle effectivement les combustibles dont l'extraction est en cours ou programmée, nous atteindrons les 6°C de réchauffement climatique en 2050, alors que l'objectif défini à Copenhague et Cancun est de 2°C. Si l'on veut atteindre cet objectif, il faut un changement majeur dans le secteur énergétique. Nous avons aussi calculé que ce changement doit intervenir avant 2017, car après, il sera trop tard : les changements d'orientation des investissements effectués après cette date ne pourront affecter la trajectoire dictée par les investissements antérieurs qu'à un coût très élevé. Nous avons cinq ans pour réagir.

A.R. : *Comment changer ces orientations ?*

F.B. : il faut le faire simultanément dans deux domaines : la production et la consommation. En matière d'électricité par exemple, il faut viser l'objectif de zéro émission à la production, en investissant dans les énergies renouvelables, le nucléaire et les technologies de capture et de séquestration du carbone (CSC). Et, du côté de la consommation, améliorer l'efficacité énergétique. En matière de pétrole, dont 95% est consommé dans les transports, il faut trouver et développer des alternatives, comme le véhicule électrique. Mais il faut reconnaître que nous sommes encore loin du compte dans ces domaines.

A.R. : *Pourtant, ces scénarios sont sur la table depuis longtemps. Pourquoi ne se réalisent-ils pas ?*

F.B. : Il manque un « signal prix » suffisamment fort pour inciter au basculement vers un nouveau modèle. On incite même au maintien du modèle actuel. Le montant des subventions publiques à la consommation d'énergie fossile s'élève en effet à 409 milliards de dollars à l'échelle mondiale. Comme je l'ai dit au G20 de Cannes, la première étape serait de supprimer ces subventions, particulièrement importantes en Inde, en Chine et au Moyen-Orient, pour les orienter vers de nouvelles sources d'énergie. Aujourd'hui, 1,3 milliards d'habitants de la planète n'ont pas accès à l'électricité, essentiellement en Afrique et en Asie du Sud, où le solaire par exemple, peut être une solution. Encore faut-il qu'il y ait une incitation financière pour que les marchés orientent leurs investissements vers ces technologies. Ce n'est pas le cas actuellement.

Le Monde Économie, 15 novembre 2011.

I- Le progrès technique apporte une solution aux limites écologiques de la croissance. (DOC 1)
gaz de schistes et sables bitumineux de l'Alberta = hausse des quantités d'énergies fossiles mais à un prix plus élevé.

II- La croissance fondée sur les énergies fossiles n'est pas compatible avec la préservation de l'environnement.

1 British Thermal Unit, unité de mesure d'énergie.

Les gaz à effet de serre émis par les énergies fossiles créent le réchauffement climatique qui compromet à terme la préservation de l'environnement.